



Stratégie de la Conférence des Gouvernements de la Suisse du Nord-Ouest (CGNO) pour les années 2019 à 2022

Adoptée par l'Assemblée plénière le 8 juin 2018

L'Accord de la Conférence des Gouvernements de la Suisse du Nord-Ouest du 11 juin 2004 (dans sa version du 1^{er} juillet 2012) constitue la base juridique régissant la CGNO. Cet accord et le Règlement de service du Secrétariat permanent de la CGNO du 10 juin 2011 forment le cadre dans lequel s'inscrit la coopération entre les cantons de la Suisse du Nord-Ouest et la stratégie présentée dans ce document. La CGNO se réfère par ailleurs aux stratégies, lignes directrices et programmes de législature établis dans les cinq cantons membres et s'appuie en outre sur les stratégies et agendas des instances intercantionales et nationales (p. ex. Conférence des gouvernements cantonaux CdC, conférences des directeurs spécialisés) et des organes trinationalaux (par ex. Conférence du Rhin supérieur CRP, Eurodistrict Trinational de Bâle ETB) auxquels prennent part les cantons de la CGNO.

A. Organisation

La Conférence des Gouvernements de la Suisse du Nord-Ouest s'est dotée des organes permanents suivants:

- *Assemblée plénière*: l'Assemblée plénière siège une fois par an dans le canton assurant la présidence. L'Assemblée réunit l'ensemble des membres des gouvernements et les chanceliers et chancelières d'Etat des cantons de la CGNO ainsi qu'une délégation des cantons associés (art. 4 de l'Accord). L'Assemblée plénière élit un-e président-e issu-e d'un canton différent à chaque mandature, pour une durée de deux ans et selon l'ordre établi suivant: Soleure, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Argovie, Jura (art. 5 de l'Accord).
- *Comité directeur*: un membre du gouvernement de chaque canton siège au Comité directeur. Le Comité directeur traite les affaires courantes, soumet des propositions aux gouvernements cantonaux membres et prépare l'Assemblée plénière. Il se réunit en règle générale une fois par trimestre (art. 7 et 8 de l'Accord).
- *Groupe de travail*: pour la préparation des dossiers, le Comité directeur s'appuie sur un groupe de travail intercantonal permanent, dirigé par le ou la secrétaire de la Conférence des gouvernements de la Suisse du Nord-Ouest. Ce groupe de travail permanent est composé d'un-e représentant-e de l'administration de chacun des cinq cantons membres (art. 7 de l'Accord).
- *Secrétariat*: doté d'un taux d'activité de 80%, le Secrétariat de la Conférence est rattaché administrativement à la Chancellerie du canton de Bâle-Campagne (art. 7 et 9 de l'Accord).

B. Principes directeurs, objectifs stratégiques et domaines d'action

L'objet et le but de la Conférence des Gouvernements de la Suisse du Nord-Ouest est mentionné à l'art. 2 de l'Accord et se décline dans les trois domaines suivants: politique fédérale, coopération transfrontalière et collaboration régionale. Cette articulation de principe peut être abordée et priorisée de manière diversifiée dans le cadre de stratégies sur plusieurs années. Le présent document stratégique 2019-2022 s'applique à une période de quatre ans et définit l'importance et la priorité des différentes thématiques sur la base de principes directeurs (*quoi?*), d'objectifs stratégiques (*pourquoi?*) et de domaines d'action (*qui travaille avec qui?*).

La mise en œuvre concrète de la stratégie s'inscrit dans le cadre de programmes de travail distincts courant sur la durée d'une présidence (deux ans): 2019-21 et 2021-23. Ces programmes permettent de

définir les objectifs opérationnels, les mesures à adopter, les plateformes et centres de compétences ainsi que les outils et instruments de travail à mettre en place (*comment? quand? par quels moyens?*).

1^{er} principe directeur: la CGNO représente les intérêts de la Suisse du Nord-Ouest dans les domaines convenus auprès de la Confédération et des autres régions (art. 2, al. b de l'Accord).

1.1. Objectif stratégique

Renforcer la représentation de la Suisse du Nord-Ouest et de ses intérêts au niveau national.

1.2. Domaine(s) d'action

- Echanges et coopération avec les gouvernements de toutes les régions, les membres de la Suisse du Nord-Ouest du Conseil national et du Conseil des Etats, ainsi qu'avec la Conférence des gouvernements cantonaux (CdC) sur tous les thèmes politiques actuels pertinents pour la région.
- Echanges avec l'espace métropolitain de Zurich et du Léman ainsi que la Région capitale suisse sur les thématiques liées aux espaces fonctionnels.

2^e principe directeur: la CGNO élabore des positions communes et les présente de manière efficace auprès des organes concernés ainsi que dans l'espace public (art. 2, al. c et f de l'Accord).

2.1. Objectif stratégique

Rassembler les énergies et élaborer des prises de position illustrant autant que possible le plus grand dénominateur commun.

2.2. Domaine(s) d'action

- Echanges et contacts réguliers avec les départements spécialisés des cantons de la Suisse du Nord-Ouest et les conférences des directeurs spécialisés au niveau régional, notamment: Conférence des directeurs de l'instruction publique (CDIP) de la Suisse du Nord-Ouest, Comité gouvernemental de l'espace éducatif de la Suisse du Nord-Ouest, Conférence des directeurs de la santé (CDS) de la Suisse du Nord-Ouest, Concordat de police de la Suisse du Nord-Ouest, Conférence des transports publics (CTP) de la Suisse du Nord-Ouest.
- Echanges avec les représentant-e-s de l'économie et des associations professionnelles de la région.

3^e principe directeur: la CGNO coordonne et soutient les activités des cantons de la Suisse du Nord-Ouest s'inscrivant dans le cadre de la coopération transfrontalière, notamment celles menées avec les partenaires du Rhin supérieur et l'agglomération trinationale de Bâle (art. 2, al. e de l'Accord).

3.1. Objectif stratégique

Défendre les intérêts de la Suisse du Nord-Ouest et construire des relations de qualité avec les pays frontaliers au sein de l'espace de vie et d'activité économique trinational.

3.2. Domaine(s) d'action

- Participation concertée à certaines structures de coopérations transfrontalières (par ex. Conférence franco-germano-suisse du Rhin supérieur, Eurodistrict Trinationale de Bâle ETB, Infobest Palmrain), notamment par le biais du Service de coordination intercantonal auprès de la Regio Basiliensis (IKRB).
- Participation concertée à certains programmes d'encouragement nationaux et internationaux, notamment: Nouvelle politique régionale de la Confédération (NPR), INTERREG Rhin supérieur.

4^e principe directeur: la CGNO favorise les échanges et la discussion entre les gouvernements des cantons de la Suisse du Nord-Ouest et encourage une culture de coopération au sein de la région (art. 2, al. a, d et g de l'Accord).

4.1. Objectif stratégique

Favoriser la compréhension mutuelle et encourager la cohésion régionale en tenant compte de la diversité culturelle et linguistique.

4.2. Domaines d'action

- Echanges et contacts réguliers entre les gouvernements des cantons de la Suisse du Nord-Ouest (par ex. Assemblée plénière de la CGNO, Comité directeur de la CGNO) et entre les instances administratives de la Suisse du Nord-Ouest (par ex. Commission de la Birse, Commission pour la protection de l'environnement de la Suisse du Nord-Ouest, Groupe de travail Politique économique / Association des offices suisses du travail de la Suisse du Nord-Ouest).

C. Thèmes prioritaires

Agissant en fonction des besoins et de l'agenda politique, la CGNO s'attache à mettre l'accent sur les thèmes prioritaires suivants et à concrétiser les objectifs stratégiques qui y sont liés:

- Politique des transports
- Place économique
- Formation, recherche, innovation
- Politique européenne et étrangère
- Santé
- Aménagement du territoire
- Environnement et énergie
- Diversité linguistique et culturelle
- Aide en cas de catastrophe

D. Annexe

- Accord de la Conférence des Gouvernements de la Suisse du Nord-Ouest du 11 juin 2004 (dans sa version du 1^{er} juillet 2012)
- Accords concernant les membres associés: cantons de Berne (juin 2012) et Zurich (mars 2001)
- Règlement de service du Secrétariat permanent de la CGNO (2011)
- Contrat-cadre relatif au Service de coordination intercantonal auprès de la Regio Basiliensis (IKRB) pour les années 2019 à 2022

Accord de la Conférence des Gouvernements de la Suisse du Nord-Ouest
du 11.06.2004 (état au 01.07.2012)

*Les gouvernements des cantons de Soleure, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Argovie et Jura
concluent l'accord suivant:*

Art. 1

¹ Les gouvernements des cantons de Soleure, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Argovie et Jura instituent une conférence régionale permanente dénommée Conférence des Gouvernements de la Suisse du Nord-Ouest. Les cantons de Zurich et de Berne sont membres associés de la Conférence des Gouvernements de la Suisse du Nord-Ouest. *

Art. 2

¹ La Conférence des Gouvernements de la Suisse du Nord-Ouest vise :

- a* l'information générale réciproque et la coordination entre cantons de la Suisse du Nord-Ouest dans l'accomplissement de tâches publiques convenues;
- b* une représentation efficace des intérêts de la Suisse du Nord-Ouest auprès de la Confédération et des autres cantons;
- c* la présentation conjointe dans les médias de préoccupations et positions convenues concernant la Suisse du Nord-Ouest;
- d* une coopération renforcée dans des domaines convenus selon le principe de la géométrie variable;
- e* * l'organisation d'une représentation dans le cadre de la coopération européenne et internationale;
- f* l'élaboration de positions communes pour la préparation des dossiers de la Conférence des Gouvernements Cantonaux;
- g* la coordination des instances intercantionales comme les conférences régionales des directeurs et les conférences spécialisées, les groupes de travail et autres instances déléguées;
- h* la promotion de la collégialité entre les membres des gouvernements de la Suisse du Nord-Ouest.

* Tableaux des modifications à la fin du document

Art. 3

¹ Les projets de coopération selon l'article 2 lettre d sont considérés comme des projets de la Conférence des Gouvernements de la Suisse du Nord-Ouest lorsque trois cantons au moins se montrent intéressés. *

Art. 4

¹ Les gouvernements se réunissent une fois par an pour une séance commune (Assemblée plénière). Des délégations des cantons de Zurich et de Berne participent à l'Assemblée plénière sans droit de vote. *

² L'Assemblée plénière

- a s'occupe de questions d'importance générale;
- b est informée des thèmes d'un intérêt général qui concernent directement les cantons;
- c décide des demandes qui lui sont faites sur préavis du Comité directeur et prend acte des rapports suivants: rapports du Comité directeur de la Conférence des Gouvernements de la Suisse du Nord-Ouest, du membre délégué dans le Bureau de la Conférence des Gouvernements Cantonaux, des conférences régionales spécialisées, de la Commission de la protection de l'environnement de la Suisse du Nord-Ouest, des groupes de travail mis en place, des experts mandatés;
- d initie des solutions communes pour des problèmes importants de niveau intercantonal et transfrontalier;
- e offre une plate-forme pour des discussions personnelles et collégiales ainsi que pour un échange ouvert d'opinions et d'informations entre les membres des gouvernements sur des questions politiques qui sont d'actualité, qui le deviendront ou qui présentent une importance supérieure.

³ Le traitement des questions urgentes est réalisé dans le cadre du Comité directeur.

Art. 5

¹ L'Assemblée plénière élit, sur la base d'un tournus entre les cantons de Soleure, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Argovie et Jura, un membre d'un gouvernement comme président ou présidente. La suppléance est assurée par le canton suivant dans l'ordre de la succession à la présidence. *

² ... *

³ La durée de fonction est habituellement de deux ans.

⁴ Le président ou la présidente définit en accord avec les gouvernements cantonaux membres les priorités des activités de la conférence.

Art. 6

¹ Une décision de l'Assemblée plénière soutenue par quatre cantons devient une décision de la Conférence des Gouvernements de la Suisse du Nord-Ouest.

² Le droit des cantons membres sur leurs propres prises de position demeure garanti.

Art. 7

¹ L'Assemblée plénière met en place un Comité directeur qui traite les affaires courantes, fait des propositions aux gouvernements cantonaux membres et prépare l'Assemblée plénière.

² Le Comité directeur se réunit selon les besoins, habituellement chaque trimestre.

³ Pour la préparation des dossiers, le Comité directeur s'appuie sur le secrétariat de la conférence ainsi que sur un groupe de travail intercantonal permanent constitué des représentants ou représentantes des administrations cantonales dirigé par le secrétaire ou la secrétaire de la Conférence des Gouvernements de la Suisse du Nord-Ouest.

⁴ Pour le traitement de dossiers spécifiques, le Comité directeur peut constituer des groupes de travail ou d'autres instances.

⁵ Le président ou la présidente est délégué-e dans le Bureau de la Conférence des Gouvernements Cantonaux. *

Art. 8

¹ Le Comité directeur remplit les tâches suivantes:

- a Le traitement des affaires courantes et la formulation de propositions à l'attention de l'Assemblée plénière;
- b L'identification et la discussion de domaines possibles pour des actions communes et de dossiers politiques sélectionnés pour un traitement plus approfondi;
- c L'information sur l'état d'avancement des dossiers politiques sélectionnés pour un traitement plus approfondi et la soumission de propositions auprès des gouvernements cantonaux membres;

- d La détermination de consultations communes et la définition des responsabilités dans l'exécution;
- e La réception d'ordres du jour, de procès-verbaux et de rapports des conférences des directeurs spécialisée régionale;
- f La mise en place et le maintien d'un réseau de relations avec les parlementaires fédéraux, les offices de l'administration fédérale ainsi que les autres grandes régions;
- g La nomination de membres de la Conférence des Gouvernements de la Suisse du Nord-Ouest pour les organismes dans la Conférence des Gouvernements Cantonaux;
- h La mise en place d'autres groupes de travail et de mandataires;
- i La réglementation des versements financiers pour les dépenses ordinaires et extraordinaires en vertu de l'accord pour la Conférence interparlementaire de la Suisse du Nord-Ouest de 7 décembre 1978¹⁾.

Art. 9

¹ Le secrétariat de la Conférence des Gouvernements de la Suisse du Nord-Ouest est dirigé par la Chancellerie du canton de Bâle-Campagne en langue allemande. Les membres francophones de la conférence se servent de la langue française. Les documents de la Conférence ayant trait à des questions décisionnelles du Comité directeur et de l'Assemblée plénière ainsi qu'à la communication externe sont généralement rédigés en deux langues. Pour les autres thèmes traités par la Conférence, la documentation est rédigée en deux langues si nécessaire. *

Art. 10

¹ L'accord du 21 janvier 1972 sur l'information mutuelle et la coopération des cantons de la Suisse du Nord-Ouest et le règlement du 9 juin 1972 relatif à l'information mutuelle des gouvernements cantonaux de la Suisse du Nord-Ouest (Règlement sur l'information) est abrogé.

² Cet accord entre en vigueur le 1^{er} juillet 2004.

La version allemande fait foi.

Adoptée par le Conseil-exécutif le 20.06.2012 (ACE n° 916)

¹⁾ RSB 151.41-1

Tableau des modifications par date de décision

Décision	Entrée en vigueur	Élément	Modification	Référence ROB
11.06.2004	01.07.2004	Texte législatif	première version	16-013
08.06.2012	01.07.2012	Art. 1 al. 1	modifié	-
08.06.2012	01.07.2012	Art. 2 al. 1, e	modifié	-
08.06.2012	01.07.2012	Art. 3 al. 1	modifié	-
08.06.2012	01.07.2012	Art. 4 al. 1	modifié	-
08.06.2012	01.07.2012	Art. 5 al. 1	modifié	-
08.06.2012	01.07.2012	Art. 5 al. 2	abrogé	-
08.06.2012	01.07.2012	Art. 7 al. 5	modifié	-
08.06.2012	01.07.2012	Art. 9 al. 1	modifié	-

Tableau des modifications par disposition

Élément	Décision	Entrée en vigueur	Modification	Référence ROB
Texte législatif	11.06.2004	01.07.2004	première version	16-013
Art. 1 al. 1	08.06.2012	01.07.2012	modifié	-
Art. 2 al. 1, e	08.06.2012	01.07.2012	modifié	-
Art. 3 al. 1	08.06.2012	01.07.2012	modifié	-
Art. 4 al. 1	08.06.2012	01.07.2012	modifié	-
Art. 5 al. 1	08.06.2012	01.07.2012	modifié	-
Art. 5 al. 2	08.06.2012	01.07.2012	abrogé	-
Art. 7 al. 5	08.06.2012	01.07.2012	modifié	-
Art. 9 al. 1	08.06.2012	01.07.2012	modifié	-



Vereinbarung

zwischen der Nordwestschweizer Regierungskonferenz (NWRK)
und
dem Kanton Bern

betreffend assoziierte Mitgliedschaft des Kantons Bern

1. Der Kanton Bern wird als assoziiertes Mitglied der Nordwestschweizer Regierungskonferenz aufgenommen.
2. Der Kanton Bern kann in sämtlichen Organen der NWRK mitwirken. Er kann auf politischer und technischer Ebene Einsitz nehmen und zu allen Geschäften Antrag stellen, hat jedoch kein Stimmrecht. Der Kanton Bern kann sich mit Zustimmung aller beteiligten Regierungen den Konferenzbeschlüssen anschliessen.
3. Die Mitwirkung des Kantons Bern in Arbeitsgruppen und projektbezogenen Fachgremien der NWRK ist gewährleistet.
4. Die finanzielle Beteiligung des Kantons Bern an den Kosten der Konferenz wird in einer besonderen Vereinbarung geregelt. Die Höhe der Beteiligung orientiert sich an der aktuellen Regelung mit dem assoziierten Mitglied Kanton Zürich.

Aarau / Liestal, den 28.06.12

Bern, den 20. JUNI 2012

Nordwestschweizer Regierungskonferenz

Der Präsident:

Der Konferenzsekretär:

Kanton Bern

Der Regierungspräsident:

Der Staatsschreiber:

Vereinbarung

zwischen der
Regionalkonferenz der Regierungen Nordwestschweiz
und
dem Kanton Zürich

betreffend Beitritt des Kantons Zürich als assoziiertes Mitglied

1. Der Kanton Zürich wird als assoziiertes Mitglied in die Regionalkonferenz der Regierungen der Nordwestschweiz aufgenommen.
2. Der Kanton Zürich wirkt in sämtlichen Organen der Konferenz mit. Er kann zu allen Geschäften Antrag stellen, hat jedoch kein Stimmrecht. Der Kanton Zürich kann sich mit Zustimmung aller beteiligten Regierungen den Konferenzbeschlüssen anschliessen.
3. Der Kanton Zürich lässt sich bei der Plenarversammlung durch eine Delegation des Regierungsrates vertreten.
4. Die finanzielle Beteiligung des Kantons Zürich an den Kosten der Konferenz wird in einer besonderen Vereinbarung geregelt, die sich an der Beteiligung der anderen Kantone orientiert.

Basel/Liestal,
....., den30.....März..2001

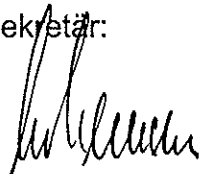
Zürich, den22. März 2001.....

**Regionalkonferenz der
Regierungen Nordwestschweiz**

Der Präsident:



Der Sekretär:



Kanton Zürich

Die Regierungspräsidentin:



Der Staatsschreiber:





Betriebsreglement

des ständigen Sekretariates der Nordwestschweizer Regierungskonferenz

Gestützt auf § 9 der Vereinbarung vom 11. Juni 2004 über die Nordwestschweizer Regierungskonferenz in der Fassung vom 8. Juni 2007 und gestützt auf den Auftrag der Nordwestschweizer Regierungskonferenz vom 10. Juni 2011 vereinbaren die Mitglieder des Arbeitsausschusses der Nordwestschweizer Regierungskonferenz:

§ 1 Grundsätze

- ¹ Die Nordwestschweizer Regierungskonferenz unterhält ein ständiges Sekretariat, das der Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft angegliedert ist.
- ² Das ständige Sekretariat untersteht administrativ der Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft (2. Landschreiber).
- ³ Für die Sachbearbeitung von Aufgaben der Nordwestschweizer Regierungskonferenz steht der Konferenz eine 80% Stelle einer/eines wissenschaftlichen Mitarbeiterin/Mitarbeiters zur Verfügung.
- ⁴ Die Stellenbesetzung und die Personalführung erfolgen nach Beschluss des Ausschusses in Absprache mit dem Konferenzpräsidium durch die Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft nach den personalrechtlichen Bestimmungen des Kantons Basel-Landschaft (vgl. SGS BL 150 ff.; Gesetzessammlung BL, einsehbar unter www.bl.ch).

§ 2 Budget

- ¹ Für das Sekretariat steht ein Budget von Fr. 150'000 zur Verfügung. Die Finanzierung erfolgt durch die Mitgliedkantone. 50% der Gesamtkosten werden zu gleichen Teilen von den Mitgliedkantonen getragen und 50% variabel nach Bevölkerungsgrösse verteilt.
- ² In Ergänzung zum erwähnten Totalbetrag leisten die Kantone Bern und Zürich als assoziierte Mitglieder an den Konferenzaufwand einen Unkostenbeitrag von je jährlich Fr. 7'000.
- ³ Die Beiträge werden pro rata temporis gemäss Finanzierungsschlüssel von der Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft jährlich in Rechnung gestellt (Rechnungsperiode: 1. Januar bis 31. Dezember) und sind zahlbar innert 30 Tagen nach Rechnungstellung.
- ⁴ Für die Übersetzung von Konferenzdokumenten wird in Ergänzung zum erwähnten Totalbetrag ein Kostendach von jährlich Fr. 7'500 vorgesehen. Die Übersetzungskosten werden nur in ihrer tatsächlichen Höhe gemäss Verteilschlüssel von den Mitgliedkantonen finanziert.

§ 3 Unterstellung

Auftraggeberin des ständigen Sekretariates ist das Plenum der Nordwestschweizer Regierungskonferenz, vertreten durch das Präsidium, den Arbeitsausschuss und die Arbeitsgruppe; für administrative Belange ist die Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft zuständig.

§ 4 Arbeitsweise

- ¹ Das ständige Sekretariat der Nordwestschweizer Regierungskonferenz orientiert den Arbeitsausschuss und die Arbeitsgruppe laufend über seine Tätigkeiten. Der Arbeitsausschuss, allenfalls die Arbeitsgruppe, legen aufgrund von Bedarf und Kapazitäten Arbeitsschwerpunkte fest.

² Die Konferenzkantone und die regionalen Zusammenarbeitsorgane erteilen dem ständigen Sekretariat die für seine Arbeit notwendigen Auskünfte.

³ Für das ständige Sekretariat gilt die Pflicht zur Verschwiegenheit gemäss § 38 des Gesetzes über die Arbeitsverhältnisse der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Kantons (Personalgesetz) (SGS BL 150; Gesetzessammlung BL einsehbar unter www.bl.ch).

⁴ Die Kontakte zu den Kantonsregierungen, einzelnen Regierungsmitgliedern oder der Verwaltung der Mitgliederkantone sowie mit den kantonalen Vertreterinnen und Vertretern in den Eidgenössischen Räten erfolgen grundsätzlich über die Delegierten der ständigen Arbeitsgruppe.

§ 5 Aufgaben

¹ Das ständige Sekretariat ist für den Informationsaustausch zwischen den verschiedenen Zusammenarbeitsorganen der Nordwestschweizer Kantone besorgt, insbesondere zwischen der Plenarkonferenz, dem Arbeitsausschuss, der ständigen Arbeitsgruppe der Nordwestschweizer Regierungskonferenz, den Direktorenkonferenzen und den verschiedenen weiteren Arbeitsgruppen. Das ständige Sekretariat pflegt die Kontakte und den Informationsaustausch zu den Fachdirektorenkonferenzen.

² Das Ständige Sekretariat erfüllt die administrativen Aufgaben der Nordwestschweizer Regierungskonferenz. Seine Aufgaben sind

- a) Die Vorbereitung der Sitzungen der Arbeitsgruppe, des Arbeitsausschusses und des Plenums in Zusammenarbeit mit dem Präsidiumskanton.
- b) Die Vorbereitung der regelmässigen Treffen der Nordwestschweizer Regierungskonferenzen mit den Mitgliedern des Ständerates in Zusammenarbeit mit den Konferenzkantonen.
- c) Die Protokollführung in den Sitzungen des Plenums, des Arbeitsausschusses und der Arbeitsgruppe.
- d) Die Nachbereitung der Geschäfte der Nordwestschweizer Regierungskonferenz.
- e) Die Erarbeitung eines Arbeitsprogramms in Zusammenarbeit mit dem Präsidium, dem Arbeitsausschuss und der Arbeitsgruppe, das von der Plenarkonferenz zu verabschieden ist.
- f) Die Information der Regierungen der Konferenzkantone über die Delegierten der Arbeitsgruppe zur Entwicklung der Geschäfte der Nordwestschweizer Regierungskonferenz.

³ Das ständige Sekretariat kann vom Arbeitsausschuss in Ausnahmefällen mit der Projektleitung in dringenden Angelegenheiten beauftragt werden. Die Kantone der Nordwestschweizer Regierungskonferenz können dem ständigen Sekretariat dafür während einer angemessenen Zeitdauer sachverständige Mitarbeitende für die fachspezifische Zusammenarbeit ad hoc zur Verfügung stellen.

⁴ Das ständige Sekretariat führt ein Monitoring zu wichtigen, vom Arbeitsausschuss oder von der Arbeitsgruppe bezeichneten, die Nordwestschweiz betreffenden Geschäften der Eidgenössischen Räte, der Bundesbehörden und der Konferenz der Kantonsregierungen mit dem Ziel, das politische Gewicht der Konferenzkantone - situationsbezogen auch in Zusammenarbeit mit anderen Regierungskonferenzen - durch Bündelung der Interessen zu erhöhen. Das ständige Sekretariat informiert den Arbeitsausschuss und die Arbeitsgruppe aktiv über wichtige Neuerungen und Veränderungen.

⁵ Das ständige Sekretariat koordiniert im Auftrag des Arbeitsausschusses, allenfalls der Arbeitsgruppe, die Erarbeitung von Grundlagendossiers und Positionsentwürfen zu wichtigen Sachpolitiken. Es übernimmt die notwendigen Koordinationsaufgaben zu Vernehmlassungen des Bundes und der Konferenz der Kantonsregierungen, die von den Kantonen der Nordwestschweizer Regierungskonferenz auf Beschluss des Arbeitsausschusses koordiniert angegangen werden sollen.

§ 6 Überprüfung

¹ Das Sekretariat erstellt jährlich einen Tätigkeitsbericht zuhanden des Arbeitsausschusses. Dieser dient als Grundlage der Bewertung der Arbeit des Sekretariates und der Festlegung der Aktivitäten für das kommende Jahr.

² Die Arbeit des ständigen Sekretariates wird in regelmässigen Abständen evaluiert.